



C'est l'heure du bilan sur cette rencontre de Pretoria qui n'a rien apporté de concret pour sortir la Grande île de l'océan Indien d'une crise qui ressemble à un mauvais film diffusé en boucle. Parmi tous les commentaires qui n'aident pas non plus à la compréhension de la situation, j'ai choisi celui de Ranary qui, en guise d'éditorial pour la Gazette de la Grande île du 4 mai 2010, a pondu un texte que les puristes de l'objectivité apprécieront. Cela peut se résumer par : Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana avaient tous les deux raison mais aussi tout à fait tort. Rien pour cela, le texte de Ranary a le mérite d'être publié sur madagate.com pour la postérité. Ce texte est suivi des déclarations de Bernard Valero, directeur de la communication et de l'information, porte-parole du quai d'Orsay.

Jeannot Ramambazafy – Rédacteur en chef

=====

Personne n'était prêt pour Pretoria

Quel bilan peut-on tirer des négociations de Pretoria ? Beaucoup de choses et rien du tout à la fois. Chaque mouvance clairotte sa victoire mais le peuple reste sur sa faim, sur une note amère. Quelque part, tout le monde souhaitait vivement la signature d'une convention de sortie de crise mais, en même temps, personne n'y croyait vraiment. L'échec de Pretoria est matérialisé par l'absence de résolutions mais il se situe surtout, en amont, au niveau de la préparation. Il faut se rappeler que la rencontre des protagonistes en terre sud-africaine s'est faite dans la précipitation, après les pressions de la France et de certains responsables de nos forces armées. Personne n'était prêt pour Pretoria. Les faits parlent d'eux-mêmes. Tout d'abord, le temps de lecture, d'analyse et d'assimilation du protocole d'accord a été bien insuffisant. Les enjeux sont si élevés et le niveau de confiance mutuelle si bas, qu'il fallait s'attendre à ce que personne ne signe les yeux fermés un contrat d'adhésion concocté, qui plus est, par des étrangers. Un tel document ne se lit pas en toute vitesse sur un coin de table à la lueur d'une bougie.

Ensuite, la rencontre qui devait se limiter à Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, s'est élargie, suite à l'insistance de ce dernier, à Didier Ratsiraka et Albert Zafy qui n'ont pas trouvé mieux que de brouiller davantage les cartes. Une fois tout ce beau monde réuni à Pretoria, il fallait bien que Marc Ravalomanana trouve un argument pour faire capoter des négociations qu'il ne souhaitait pas, alors il a joué son va-tout se focalisant sur sa demande d'amnistie. Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina ont accepté la tenue du sommet de Pretoria alors qu'ils savaient pertinemment qu'aucune signature n'aurait lieu. Même si Pretoria a été un échec pour la démocratie et la diplomatie, elle a constitué une campagne intéressante de bluff et d'hypocrisie de la part des deux adversaires. Si l'on devait arbitrer le match entre eux, on arriverait à peu près au verdict neutre suivant. Andry Rajoelina a gagné avec subtilité parce qu'il a fait preuve de bonne volonté en laissant une chance à la paix et en faisant le déplacement au domicile de Marc Ravalomanana. Il a vaincu son prédécesseur parce qu'il s'est montré ferme en lui refusant l'amnistie.

Il est gagnant en ce sens, qu'après avoir démontré la mauvaise foi prévue de Marc Ravalomanana, il a désormais les coudées franches pour mettre en œuvre son plan B. En effet, même s'il ne se rend pas à la seconde mi-temps à Pretoria, il peut s'arroger le droit de former le gouvernement d'union nationale avec les personnes de bonne volonté de son choix et d'organiser le calendrier des élections à sa guise. De plus, Andry Rajoelina sort grandi car il a défendu l'intérêt général jusqu'au bout. Son attitude constructive sera bien vue par une partie de la communauté internationale. On ne pourra plus lui reprocher son unilatéralisme. De son côté, Marc Ravalomanana a obtenu sa petite victoire car il a réussi, une fois de plus, à imposer ses manœuvres dilatoires qui ne sont pas prêtes de cesser car Pretoria II sera une perte de temps au même titre que Pretoria I. Marc Ravalomanana a également eu le dessus sur le Président de la HAT parce qu'il ne s'est pas laissé prendre au jeu de la France. Il a gagné aussi dans la mesure où l'impatience croissante du peuple et des militaires malgaches et d'une partie de la communauté internationale joue en défaveur d'Andry Rajoelina.

En fin de compte, si les victoires d'Andry Rajoelina sont relatives mais palpables, celles de Marc Ravalomanana démontrent qu'il est attaché exclusivement à sa petite personne et qu'il méprise l'anxiété sociale qui règne à Madagascar. Si les deux personnages se prévalent d'un succès personnel, ils ont également été battus, chacun à leur manière. En effet, Marc Ravalomanana a perdu la face et la partie en ne respectant pas sa promesse de signer un plan de sortie de crise et en n'obtenant pas son impossible amnistie. Pire encore, en insistant lourdement sur son amnistie, il a mis l'accent sur son statut discréditant de criminel récidiviste. Il ne parviendra jamais à se débarrasser du sang collé à ses doigts agrippés aux liasses de billets volés. Même s'il prétend le contraire, il endosse la pleine et entière responsabilité de la rupture des pourparlers. Andry Rajoelina, quant à lui, a échoué car d'une part, il a accordé trop d'importance à un forçat fou sans foi en fuite et d'autre part, il va devoir gérer des lendemains difficiles qu'il ne pourra pas continuellement meubler avec du vide. Mais comme d'habitude, le véritable perdant reste le peuple malgache qui n'est pas prêt de voir la fin du tunnel.

Ranary

=====

Les preuves du gros mensonge de Marc Ravalomanana et Joachim Chissano



Bernard Valero

Déclarations de Bernard Valero, directeur de la communication et de l'information, porte-parole du Quai d'Orsay, 3 mai 2010

« Afin de sortir de l'impasse politique actuelle à Madagascar, la France et l'Afrique du Sud, estimant que les voies du dialogue n'étaient pas épuisées, ont proposé, en étroite collaboration avec le médiateur pour la crise malgache, Joachim Chissano, aux deux principaux acteurs de la crise actuelle un nouveau schéma de sortie de crise qui, tout en s'inspirant des accords de Maputo et d'Addis-Abeba, se voulait plus opérationnel en tenant compte de l'urgence de rétablir un ordre constitutionnel par la voie d'élections libres, transparentes et crédibles. **La France, l'Afrique du Sud et le médiateur ont élaboré ensemble une feuille de route qui a recueilli l'accord des deux principaux protagonistes. Fort de cet accord et sur cette base, le médiateur et l'Afrique du Sud ont invité les quatre chefs de mouvances pour finaliser un texte**

. Les trois jours de négociations qui viennent de se dérouler à Pretoria, en présence du secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet, sur une proposition d'accord élaborée conjointement par l'Afrique du sud et la France et validée par le médiateur, n'ont malheureusement pas permis aux deux protagonistes de s'entendre sur ce texte. Le résultat n'est pas à la hauteur des attentes, compte tenu des réactions positives que cette proposition franco-sud-africaine avaient suscitées en amont et du fait qu'une des parties, le Président de la Transition Andry Rajoelina, s'est déclaré disposé à accepter le projet de texte. Cette initiative conjointe, portée la Médiation africaine, a néanmoins, permis de réunir à nouveau autour d'une table les dirigeants malgaches, en vue de faire émerger un accord consensuel de sortie de crise, reconnu et soutenu par la communauté internationale. La France tient à saluer les efforts déployés par le Président Zuma, la SADC, le Président J. Chissano en vue d'une résolution de la crise malgache. Elle souhaite que les consultations plus complètes et détaillées que le médiateur s'est engagé à conduire dans les prochains jours permettent d'aboutir à un accord. Elle reste naturellement disposée à y apporter son concours ».